

Le p'tit journal de Lisses



Ouvert à tous ceux qui ont quelque chose à dire, à gauche !!!

Janvier/février 2016

« Il est des silences trop longs qui finissent par endormir »

A l'aube de cette nouvelle année, je vous présente mes meilleurs vœux de santé et d'espoir. Une année sans violence, pour la paix, la solidarité et la fraternité.

La réponse pour combattre le terrorisme ne doit pas conduire à créer un climat de peur en désignant des boucs émissaires, « l'autre », le présumé étranger comme suspect et responsable de tous nos maux, du chômage à l'insécurité ou à la guerre, constituant un formidable paravent pour continuer de détruire nos droits sociaux, dont le code du travail, tandis que certaines libertés deviendraient plus précaires. C'est ce qui se profile avec l'inscription de la déchéance de la nationalité de concitoyens nés en France et de l'état d'urgence dans la Constitution.

Un immense travail est indispensable pour reconstruire un nouveau mouvement social et démocratique, en capacité d'exiger une autre politique. Or, aux élections régionales, des millions d'ouvriers, d'employés, de cadres et de techniciens, de chômeurs ulcérés par la politique du gouvernement ont choisi de ne plus voter, de ne plus voter à gauche et de ne pas soutenir le Front de Gauche. C'est pourtant parmi ces classes sociales que résident les forces capables d'empêcher notre civilisation de basculer dans la violence, le racisme et le déchainement des nationalismes.

Dans une étude de la CGT, en mai 2015, il était démontré que dans « les sociétés non financières », on consacrait 10 journées de travail par an aux paiements des dividendes en 1981. En 2011, ils représentent 45 jours de travail, soit 4,5 fois plus. Le PCF propose de redistribuer cette manne financière en redonnant du pouvoir d'achat aux salariés, par exemple en augmentant le SMIC de 15 % sur 3 ans, la fin du gel du point d'indice dans la fonction publique, l'augmentation de 15 % des retraites et réduire le temps de travail pour aller vers les 32 heures, lutter contre la précarité en sécurisant l'emploi et la formation, etc...

Mais pour le gouvernement, il serait inutile de chercher à résister aux marchés financiers et il n'y aurait donc qu'à aller au-devant de leurs exigences ! Ce faisant, François Hollande renie chaque jour davantage tout ce que pour quoi la gauche s'est identifiée à la liberté, au progrès et à la justice sociale.

Il faut donc un débat à gauche sur les objectifs que le mouvement populaire devrait viser, les moyens nécessaires pour les atteindre et les pouvoirs à conquérir pour mobiliser ces moyens, comme développer de nouveaux services publics pour partager les potentialités de la révolution informationnelle, aujourd'hui accaparées par le capital privé, avec un objectif : 100 % du très haut débit sur tout le territoire, reconstruire une production nationale pour répondre au défi de l'emploi et de la transition écologique, etc...

Et, en ces temps où l'on parle beaucoup de République, le PCF propose une République de la citoyenneté, de l'égalité et de la solidarité en assurant la présence des services publics sur l'ensemble du territoire, en luttant contre les déserts médicaux, contre le racisme et les discriminations en interdisant les coupures d'énergie et d'eau et l'expulsion locative pour cause de précarité tout au long de l'année. Pour le remboursement à 100 % des soins par la Sécurité sociale pour les jeunes de moins de 25 ans et les étudiants de moins de 30 ans, etc...

Remettre au centre l'humain n'est pas un rêve inaccessible : c'est une réalité.

Je vous y invite dès aujourd'hui. Nous voulons le faire avec vous, car rien ne se fera sans vous.

Gérard BIREBENT

CANTINE SCOLAIRE : 2 plats au choix chaque jour à Lisses

Notre association de parents d'élèves (UPEL) réclame depuis 2013 à notre municipalité un 2ème choix de menu pour les enfants Lissois ne souhaitant pas consommer de protéines carnées : **un Menu Alternatif**.

En outre, la mairie refuse cette proposition et **demande à ses agents municipaux et personnels de cantine, de poser systématiquement de la viande (lorsqu'elle fait partie du menu) dans les assiettes des enfants.**

Cette mesure est injuste, inacceptable, et discriminante !

Les parents n'ont que deux choix :

- Soit d'accepter que soit servi à leurs enfants de la viande, en dépit de leurs choix éducationnels et/ou éthiques garantis par la liberté de conscience, et donc de laisser la municipalité se substituer à leur autorité parentale.
- Soit d'être contraints de ne pas inscrire les enfants au service de restauration scolaire, ce qui a pour conséquence de défavoriser les familles qui n'ont pas les moyens de trouver une alternative à la cantine.

L'entrée des menus alternatifs (double choix protidique) permet la substitution des protéines animales par des protéines végétales (œufs, soja, légumineux, etc.) et améliore ainsi la qualité, l'équilibre nutritionnel des repas servis aux enfants tout en préservant l'environnement, et évite ainsi un énorme gâchis alimentaire qui se chiffre à environ 10 tonnes de nourriture par an.

Il est nécessaire de s'inspirer de l'initiative menée avec succès dans la commune voisine, **Mennecy**, en introduisant des menus alternatifs, dans nos cantines scolaires Lissoises, avec 2 plats au choix : avec ou sans viande, qui demeurent au libre choix des parents.

UPEL

PLAIDOYER POUR LES PIETONS

On les rencontre dans les rues du vieux Lisses, allant au pain, à Intermarché tirant leur poussette, poussant leurs landaus, accompagnés de bambins. Ils ne polluent pas, ne dégradent pas les chaussées, ils respectent les vitesses réglementaires, ils circulent sans bruit.

Ils n'ont pas attendu la conférence sur le climat pour respecter l'environnement.

Mais on ne peut pas dire que la commune leur facilite la vie.

Combien de rues étroites, aux trottoirs inexistantes ou exigus, cabossés et en dévers, encombrés de panneaux de signalisation, de poteaux électrique et d'éclairage, de voitures à cheval ou complètement sur le trottoir, de poubelles, trois fois par semaine.

Ils doivent descendre sur la rue et là, ils sont alors poussés sans ménagement par des automobilistes pressés, exaspérés de perdre quelques secondes précieuses au risque d'être renversés.

Monsieur le Maire, lors de sa visite de quartier, cet été, a fait prendre des notes à son équipe.

Il semblerait qu'elles aient été perdues !...

Des solutions existent, elles ont été proposées et peuvent être complétées par les utilisateurs.

Il est temps d'assurer la sécurité des piétons et de les respecter !

Jean-Marie DEFAUX

Pour nous contacter ou nous rejoindre, vous pouvez envoyer vos coordonnées à :

Birebent.gerard@gmail.com

Ou écrire à :

Parti communiste français / Front de Gauche

4, rue Charles Baudelaire, 91000 EVRY

GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART

Les agglomérations d'Evry Centre Essonne, Sénart, Sénart en Essonne, Seine-Essonnes et la ville de Grigny, réunies dans une nouvelle superstructure sont devenues, au 1er janvier 2016, **Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart**. Avec ses 331 747 habitants, elle constitue le 5e territoire francilien en nombre d'habitants. Une telle politique va amplifier le désengagement de l'État et la privatisation des services publics. Elle risque même de creuser les inégalités territoriales. Elle se fait dans un contexte de forte réduction des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

Pour le moment, le conseil communautaire de Grand Paris Sud ne peut toujours pas se réunir pour élire l'Exécutif à cause d'un recours déposé l'année passée auprès du Conseil d'Etat.

Nous réaffirmons la souveraineté des communes. Aucune intercommunalité ne peut venir défaire ce que le suffrage universel a fait.

- Nous défendons une intercommunalité basée sur la coopération des villes, sur des valeurs de solidarité, d'écologie concrète, et de participation citoyenne encouragée par une gestion de proximité. Nous refusons toute « supra-communalité » qui éloignerait encore davantage les citoyens des lieux de décision,
- Nous rappelons notre attachement aux services publics locaux indispensables pour créer du lien social, du vivre ensemble.

L'intercommunalité doit être un levier pour déployer des politiques publiques nouvelles dans l'intérêt des populations et pour faire reculer les inégalités territoriales.